

Deux petites usines de chaussures dans la ville de Cowansville seront fermées prochainement ou seront en faillite à cause de la politique du gouvernement fédéral. C'est la même histoire à travers la province de Québec. La seule chose que j'exige et que je demande aux députés de l'opposition, c'est d'oublier les stupidités en ce qui concerne le bill actuel et d'appuyer les demandes légitimes émanant de l'Assemblée nationale de notre province.

[Traduction]

Le journal d'aujourd'hui annonce en manchette: «La fermeture de filatures entraînera 200 mises à pied». Est-ce que cela n'indique pas au gouvernement que les secteurs du textile, de la chaussure et du vêtement éprouvent des difficultés particulières?

M. Stevens: Il s'en fiche.

M. Graftey: Les députés s'en fichent? Les députés n'écourent-ils pas? Pendant les trois, quatre ou cinq prochaines années à chaque mesure proposée par le Québec répondra un véritable réflexe conditionné: «séparatiste, séparatiste, séparatiste». Et si cela se produit, mes chers amis, vous et votre premier ministre ne feront que renforcer la cause du séparatisme.

Des voix: Bravo!

M. Graftey: Je vous dirai ce qui s'est passé, monsieur l'Orateur.

[Français]

A cause de la situation traditionnelle le gouvernement actuel pense qu'il tient automatiquement les électeurs de la province de Québec dans sa poche.

[Traduction]

Pour cette raison, parce que les libéraux peuvent compter sur l'appui systématique de la province de Québec, ils pensent qu'elle peut tolérer n'importe quelle insulte, qu'ils peuvent gérer son économie au petit bonheur et qu'elle continuera de voter pour eux. Mais attendez le prochain sondage Gallup, monsieur l'Orateur. Les libéraux se rendront compte de ce qu'ils ont fait à l'électorat de cette province avec cette mesure.

Ce budget n'a malheureusement pas été préparé pour le bien à long terme du Canada et des Canadiens, mais en vue d'une élection. C'est conforme à la vieille stratégie libérale: diviser pour régner. On ne l'a pas préparé pour en discuter sérieusement et sincèrement à la Chambre comme nous le faisons ce soir. Mais une fois pour toutes, nous avons pris le gouvernement libéral à son propre jeu. Une fois pour toutes Canadiens français et anglais ont vu à quel sorte de jeux s'adonnait le très honorable premier ministre—une politique pour le Québec et une autre pour le reste du Canada.

Une voix: Ce n'est pas vrai.

M. Graftey: Une fois pour toute, que mijotait le ministre des Finances (M. Chrétien)? Que mijotaient le ministre d'État chargé des relations fédérales-provinciales (M. Lalonde) et le premier ministre? Ils cherchaient à envenimer la confrontation entre le Québec et le reste du Canada, dans l'espoir de s'attirer des votes à l'occasion d'élections que le premier ministre n'a pas eu le courage de déclencher.

Des voix: Bravo!

M. Graftey: La dernière chose que le premier ministre et le gouvernement King avaient prévu, c'était bien de devoir se

Impôt sur le revenu—Loi

présenter à la Chambre des communes et de justifier toutes ces tracasseries devant la population. On est toujours puni par où on a péché. Mes amis, tel est pris qui croyait prendre.

M. Paproski: En plein dans le mille.

M. Graftey: Le gouvernement voulait une confrontation pendant les élections. Les libéraux voulaient se présenter devant le Canada anglais et lui dire: «Seul le Parti libéral est en mesure de vous défendre contre le méchant Lévesque et tous ces terribles séparatistes!» Les libéraux voulaient la confrontation à tout prix. Oubliez le Canada! Oubliez pourquoi, en comparaison du premier ministre actuel, Mackenzie King prend des allures de grand homme d'État.

Des voix: Bravo!

M. Graftey: Le gouvernement a pris le Québec pour acquis; il a cru qu'il pouvait l'insulter impunément avec cette proposition et se vanter devant le reste du Canada: «Voyez avec quelle fermeté nous savons traiter le Québec». Attendez un peu, mes petits amis, de voir les résultats du prochain sondage Gallup: ce sera le plus important revirement de situation de toute l'histoire.

[Français]

Ce n'est pas là toute la sagacité en ce qui concerne les mesures économiques ici à Ottawa. De temps à autre les gouvernements provinciaux ont de bonnes idées. Je me répète pour la deuxième, pour la troisième et peut-être pour la quatrième fois, mais il n'est pas trop tard pour vous de retirer le bill actuel et d'accepter aussi vite que possible, premièrement, la modification du NPD, proposée cet après-midi et, deuxièmement, la proposition émanant de l'Assemblée nationale de la province de Québec.

[Traduction]

Le problème qui nous occupe ce soir et depuis une semaine prouve plus que jamais—et je suis d'accord avec le député de Vaudreuil (M. Herbert) sur ce point—que nous avons grand besoin, un urgent besoin, un besoin désespéré de refondre la Constitution. Quand je songe à ces dix années gaspillées depuis que le premier ministre a pris le pouvoir, j'en ai mal au cœur. Je me rappelle l'époque où j'ai accueilli mon ami, le très honorable premier ministre, quand il est arrivé à la Chambre comme député de l'arrière-ban il y a plus de dix ans. Combien de fois ai-je discuté avec lui à la cafétéria du Parlement et lui ai-je dit qu'étant donné le climat socio-culturel et politique et surtout le gaspillage économique dû au double-emploi, s'il était une chose qu'il pouvait contribuer à accomplir, c'était d'apporter au Canada des changements constitutionnels significatifs aussitôt que possible. Il m'a dit qu'il n'était pas venu ici pour accomplir cela et que l'AANB actuel était suffisamment flexible pour ses besoins. J'ai découvert par la suite ce qu'il voulait réellement dire.

J'affirme à regret, monsieur l'Orateur, que les Pères de la Confédération ont élaboré l'Acte de l'Amérique du Nord britannique avec le sentiment qu'il serait toujours, dans le cas des premiers ministres, entre les mains d'hommes d'État, mais qu'ils se sont trompés dans le cas actuel. Le premier ministre a, comme aucun de ses prédécesseurs ne l'auraient jamais osé, utilisé l'Acte de l'Amérique du Nord britannique pour servir ses fins politiques immédiates et dresser les provinces les unes contre les autres. Voyez la situation actuelle. A cause de lui, nous sommes divisés comme nous ne l'avons jamais été. Pen-